

Compte-rendu de mandat L'Europe et "Echelon"

Il a fallu attendre 1998 pour connaître les détails du réseau étatsunien Echelon, système secret d'écoute de toutes les communications par satellite dans le monde, mis au point par la National Security Agency (NSA).

La NSA a ainsi la capacité d'écouter trois milliards de communications par jour grâce à des relais installés par exemple en Grande-Bretagne. En juillet 2000, le Parlement européen a fini par s'inquiéter de cette structure et a décidé de mettre sur pied une commission d'enquête temporaire. Il faut dire que la majorité du Parlement était plus préoccupée par le risque d'espionnage industriel que par l'atteinte aux libertés individuelles...

Une quinzaine de députés de tous les groupes furent élus, dont Alain Krivine, victime d'un premier incident lorsque l'ambassade étatsunienne à Bruxelles a refusé de lui accorder un visa pour se rendre aux Etats-Unis. Il fallut la menace de la délégation de ne pas partir et l'intervention de la présidente du Parlement, Nicole Fontaine, pour qu'un visa provisoire lui soit octroyé. Aux Etats-Unis, la plupart des officiels de la CIA, du FBI ou de la NSA refusèrent de recevoir la délégation qui décida, par mesure de rétorsion, d'écourter son séjour.

Cependant les parlementaires furent reçus par les dirigeants de la sécurité de la Chambre des représentants et par un ancien chef du FBI. Il apparut clairement que les écoutes étaient transmises aux firmes étatsuniennes et que c'est ainsi que Boeing gagna un marché contre Airbus...

A une question de Krivine sur l'atteinte aux libertés qu'Echelon pouvait représenter, le responsable des services de sécurité fit chercher en guise de réponse une photocopie de la Constitution étatsunienne et lui remit l'exemplaire.

L'enquête a duré un an et a donné lieu à des découvertes intéressantes, notamment le fait que l'ensemble du Parlement européen était sous écoute !

En juillet 2001, à l'initiative des membres de la GUE/NGL de la commission temporaire Echelon, une conférence sur le thème "Echelon et le droit des citoyens" fut organisée à Strasbourg. La commission remit finalement un rapport au Parlement reconnaissant l'existence d'Echelon mais ne proposant aucune mesure sérieuse, notamment à l'égard des pays européens participant à cette entreprise. Alors qu'avec sept députés membres de la commission, Alain Krivine avait proposé une position alternative, la majorité du Parlement a adopté les faibles conclusions du rapport.

Depuis, l'affaire est provisoirement enterrée et les Etats-Unis élargissent leur politique de fichage généralisé dans le transport aérien...

Délégation de la LCR au Parlement européen

Vous trouverez les détails du mandat de nos députés sur : <http://www.lcr-europe.org>

Rouge n° 2068 du 10/06/2004